



RAPPORT DE GESTION POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 2013

Le rapport de gestion de Supremex Inc. (la « Société ») qui suit, daté du 6 mai 2013, doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes y afférentes pour la période de trois mois close le 31 mars 2013 joints à ce rapport de gestion. Ces états financiers consolidés de la Société ont été préparés par la direction conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire (« IAS 34 »). Les présents états financiers intermédiaires ne comportent pas toutes les informations et les notes requises aux fins des états financiers annuels audités. Les conventions comptables utilisées sont les mêmes que celles employées aux fins des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception des nouvelles normes comptables en vigueur au 1^{er} janvier 2013. L'exercice de la Société se termine le 31 décembre. La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Les montants par action sont calculés à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période de trois mois close le 31 mars 2013. Les états financiers consolidés pour la période de trois mois close le 31 mars 2013 n'ont pas fait l'objet ni d'un audit ni d'une mission d'examen par les auditeurs de la Société.

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » pour en savoir davantage sur les risques, les incertitudes et les hypothèses relatifs à ces énoncés. En plus de nos résultats présentés selon l'IAS 34, ce rapport de gestion peut contenir d'autres mesures non conformes aux IFRS. Les termes utilisés pour désigner les mesures non conformes aux IFRS incluent, entre autres, le « BAIIA » et d'autres expressions similaires. Les mesures non conformes aux IFRS sont utilisées afin de fournir des mesures de performance additionnelles à la direction et aux investisseurs. Toutefois, les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs et ne devraient pas être considérées comme des mesures de remplacement de performance financière préparées selon les IFRS. Se reporter aux rubriques « Définition du BAIIA et des mesures non conformes aux IFRS » et « Principales informations financières consolidées » pour le rapprochement du BAIIA et du résultat net.

Survol

Supremex est le plus grand fabricant et distributeur au Canada d'une vaste gamme d'enveloppes génériques et personnalisées et de produits connexes. Seul fabricant national d'enveloppes au Canada, Supremex compte sept installations manufacturières situées dans six provinces et environ 550 employés. Cette présence nationale lui permet de fabriquer des produits qui répondent aux exigences de grands clients nationaux, comme des sociétés canadiennes importantes, des revendeurs nationaux et des organismes publics, de même que des marchands de papier et des fournisseurs de processus et de solutions.

Rendement global

Les produits d'exploitation du premier trimestre de 2013 se sont établis à 33,7 millions de dollars contre 35,6 millions de dollars au premier trimestre de 2012, soit une baisse de 1,9 million de dollars ou 5,4 %. Tenant compte du fait qu'il y a eu trois jours de moins de travail, la baisse du nombre d'unités vendues au Canada n'aurait été que d'environ 3,5 %. Au cours du premier trimestre, le volume de ventes a été en baisse de 7,5 % et cette baisse s'est ressentie principalement dans le marché des revendeurs nationaux, des marchands de papier et des sociétés canadiennes importantes. Au Canada, le changement dans la composition des produits a eu un effet positif alors qu'il a eu un effet négatif aux États-Unis.

Le BAIIA au premier trimestre de 2013 s'est élevé à 9,8 millions de dollars comparativement à 6,3 millions de dollars pour la période équivalente de 2012 (redressé – voir note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois close le 31 mars 2013), ce qui représente une hausse de 3,5 millions de dollars ou 54,9 %. La marge du BAIIA a été de 29,0 % comparativement à 17,7 % au premier trimestre de 2012. L'amélioration de la marge est attribuable à la mise en place de plusieurs mesures de réduction de coûts, incluant les amendements des régimes de retraite à prestations déterminées contrebalancée partiellement par l'impact de la réduction du volume de ventes. Les amendements aux régimes de retraite prévoient entre autres la réduction des prestations de retraite anticipée et des prestations de raccordement, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, pour certains membres, ayant dégagé un gain non monétaire et non récurrent de 2,8 millions de dollars, et la conversion, pour le service futur, des régimes à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées depuis le 1^{er} juillet 2012 pour une économie de 0,5 million de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2013.

Sommaire des résultats trimestriels

Les produits d'exploitation de Supremex sont soumis aux variations saisonnières de ses clients en matière de publicité et d'envoi de courrier. Le nombre d'unités vendues par Supremex est généralement plus élevé au cours de l'automne et de l'hiver en raison, principalement, du nombre accru d'envois postaux liés à des événements tels que la rentrée scolaire, les collectes de fonds, la période des Fêtes et celle des déclarations d'impôt. Le nombre d'unités vendues par Supremex est en revanche généralement plus faible au cours du printemps et de l'été en prévision d'un ralentissement des envois de courrier des entreprises durant l'été. Par conséquent, les produits d'exploitation et le rendement financier de Supremex pour un trimestre donné ne sont pas nécessairement représentatifs des produits d'exploitation et du rendement financier qui peuvent être prévus pour l'exercice complet. Pour que la production demeure efficace, Supremex utilise toutefois la superficie d'entreposage de manière à garder un niveau de stock permettant de répondre aux variations saisonnières prévisibles des volumes de vente d'enveloppes.

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats opérationnels trimestriels de la Société pour les périodes du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2013.

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action/part)

	31 mars 2013	31 déc. 2012 ⁽²⁾	30 sept. 2012 ⁽²⁾	30 juin 2012 ⁽²⁾	31 mars 2012 ⁽²⁾	31 déc. 2011	30 sept. 2011	30 juin 2011
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits d'exploitation	33 666	33 737	30 703	31 831	35 604	36 699	34 024	34 068
BAIIA ⁽¹⁾	9 765	7 093	6 089	5 122	6 303	7 432	6 486	6 638
Résultat avant impôts sur le résultat	6 423	3 872	(25 973)	1 590	3 444	3 960	1 520	2 037
Résultat net	4 755	2 980	(26 271)	1 161	2 484	2 950	1 040	1 452
Résultat net par action	0,1642	0,1025	(0,8974)	0,0396	0,0848	0,1007	0,0355	0,0496

- (1) Voir la rubrique « Définition du BAIIA ». Le BAIIA n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAIIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.
- (2) Redressé suite à l'adoption de la nouvelle norme comptable IAS 19 *Avantages du personnel* tel que décrit dans la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois close le 31 mars 2013.

En ne tenant pas compte des variations saisonnières, les produits d'exploitation ont diminué au cours des huit derniers trimestres principalement à cause du recul du volume vendu au Canada en raison du marché de l'enveloppe qui est à la baisse ainsi que de la force du dollar canadien. Les résultats du troisième trimestre de 2012 sont attribuables à la charge de dépréciation du goodwill de 28,9 millions de dollars enregistrée imputable à la baisse de volume dans l'industrie de l'enveloppe en Amérique du Nord qui était plus importante qu'anticipée.

Principales informations financières consolidées
(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action)

	Périodes de trois mois closes le 31 mars	
	2013	2012 ⁽³⁾
	\$	\$
Produits d'exploitation	33 666	35 604
Charges opérationnelles	20 355	24 688
Frais de vente et d'administration	3 473	4 613
Frais de restructuration ⁽¹⁾	73	—
BAIIA⁽²⁾	9 765	6 303
Amortissement des immobilisations corporelles	986	845
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 541	1 541
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles	(9)	9
Résultat opérationnel	7 247	3 908
Frais de financement	824	463
Résultat avant les impôts sur le résultat	6 423	3 445
Impôts sur le résultat	1 668	960
Résultat net	4 755	2 485
Résultat net de base et dilué par action	0,1642	0,0848
Dividende déclaré par action	0,0300	0,0300
Total de l'actif	127 123	163 128
Facilités de crédit garanties	48 662	53 459

⁽¹⁾ Les frais de restructuration ont été principalement engagés dans le cadre d'un plan de restructuration et d'amélioration afin de réduire les charges opérationnelles de la Société.

⁽²⁾ Se reporter à la rubrique « Définition du BAIIA ».

⁽³⁾ Redressé suite à l'adoption de la nouvelle norme comptable IAS 19 *Avantages du personnel* tel que décrit dans la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois close le 31 mars 2013.

Résultats opérationnels

Trimestre clos le 31 mars 2013 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2012

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2013 se sont établis à 33,7 millions de dollars comparativement à 35,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2012, ce qui représente une diminution de 1,9 million de dollars ou 5,4 %. La diminution des produits d'exploitation est principalement due à la baisse du nombre d'unités vendues au Canada contrebalancée partiellement par l'effet positif du changement dans la composition des produits.

Les produits tirés des ventes au Canada ont diminué de 1,5 million de dollars ou 4,7 %, passant de 32,4 millions de dollars à 30,9 millions de dollars, tandis que les produits tirés des ventes aux États-Unis ont diminué de 0,4 million de dollars ou 13,1 %, passant de 3,2 millions de dollars à 2,8 millions de dollars.

La diminution des produits tirés des ventes au Canada découle d'une baisse de 8,0 % des unités vendues contrebalancée partiellement par l'effet positif du changement dans la composition des produits. La baisse du nombre d'unités vendues s'est ressentie principalement dans les marchés des revendeurs nationaux, des marchands de papier et des sociétés canadiennes.

La diminution des produits tirés des ventes aux États-Unis découle d'une baisse de 4,4 % des unités vendues combinée à l'effet négatif du changement dans la composition des produits. La diminution du nombre d'unités vendues s'est ressentie principalement dans le marché du publipostage.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles pour le trimestre clos le 31 mars 2013 se sont établies à 20,4 millions de dollars comparativement à 24,7 millions de dollars pour la même période en 2012, ce qui représente une diminution de 4,3 millions de dollars ou 17,6 %. La baisse est principalement attribuable à la réduction de volume de vente et à l'incidence des amendements des régimes de retraite à prestations déterminées qui dans un premier temps a réduit, depuis le 1^{er} janvier 2013, les prestations de retraite anticipée et de raccordement, générant un gain non monétaire et non récurrent de 2,1 millions de dollars et qui dans un second temps a converti, pour le service futur, les régimes à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées depuis le 1^{er} juillet 2012 pour une économie de 0,3 million de dollars.

La marge brute a augmenté en 2013 comparativement à 2012. L'amélioration de la marge brute est attribuable aux amendements des régimes à prestations déterminées, contrebalancée par la réduction du volume de ventes.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 3,5 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2013 comparativement à 4,6 millions de dollars pour la même période en 2012, ce qui représente une diminution de 1,1 million de dollars ou 24,7 %. La baisse est principalement attribuable à une baisse de la charge de rémunération, incluant l'incidence des amendements des régimes à prestations déterminées qui réduit depuis le 1^{er} janvier 2013 les prestations de retraite anticipée et de raccordement générant un gain non monétaire et non récurrent de 0,7 million de dollars ainsi que l'effet de la conversion, pour le service futur, des régimes à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées depuis le 1^{er} juillet 2012 pour une économie de 0,2 million de dollars.

Frais de restructuration

Les frais de restructuration se sont élevés à 0,1 million de dollars et sont principalement liés aux coûts des initiatives de restructuration et d'amélioration engagés afin de réduire les charges opérationnelles de la région de l'Ouest.

BAIIA

En raison des éléments susmentionnés, le BAIIA pour le trimestre clos le 31 mars 2013 s'est élevé à 9,8 millions de dollars par rapport à 6,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2012, ce qui représente une augmentation de 3,5 millions de dollars ou 54,9 %.

Amortissement

La dotation aux amortissements pour le trimestre clos le 31 mars 2013 s'est élevée à 2,5 millions de dollars par rapport à 2,4 millions de dollars pour la période comparable de 2012, ce qui représente une hausse de 0,1 million de dollars ou 5,9 %, attribuable aux acquisitions d'immobilisations corporelles.

Frais de financement

Les frais de financement se sont élevés à 0,8 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013 comparativement à 0,5 million de dollars pour la période comparable de 2012, ce qui représente une augmentation de 0,3 million de dollars ou 78,1 % imputable à la perte à l'évaluation d'instruments financiers dérivés qui est quasi nulle en 2013 comparativement au gain à l'évaluation d'instruments financiers dérivés de 0,5 million de dollars en 2012 et à la réduction du niveau d'endettement.

Résultat avant les impôts sur le résultat

En raison des éléments susmentionnés, le résultat avant les impôts sur le résultat s'est élevé à 6,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2013 comparativement à 3,4 millions de dollars pour la période comparable de 2012, représentant une augmentation de 3,0 millions de dollars ou 86,5 %.

Charge d'impôts sur le résultat

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, la Société a enregistré une charge d'impôts sur le résultat de 1,7 million de dollars comparativement à 1,0 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2012, représentant une augmentation de 0,7 million de dollars ou 73,9 %. La hausse est imputable à un résultat plus élevé.

Résultat net

En raison des éléments susmentionnés, le résultat net pour le trimestre clos le 31 mars 2013 s'est établi à 4,8 millions de dollars comparativement à 2,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 mars 2012, ce qui représente une augmentation de 2,3 millions de dollars ou 91,4 %.

Autres éléments du résultat global

Le rendement supérieur au rendement attendu sur les actifs des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société combiné à la hausse du taux d'actualisation de l'obligation au titre des prestations constituées ont généré des gains actuariels nets pour un montant de 4,5 millions de dollars. Ces variations ont eu une incidence sur les autres éléments du résultat global et le déficit de la Société.

Information sectorielle

La Société exerce actuellement ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'enveloppes. Au 31 mars 2013, les actifs non courants de la Société totalisaient 92,6 millions de dollars au Canada et 0,8 million de dollars aux États-Unis comparativement à 94,9 millions de dollars et 0,8 million de dollars respectivement au 31 décembre 2012.

Au Canada, les produits d'exploitation de la Société se sont élevés à 30,9 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2013 comparativement à 32,4 millions de dollars pour la période comparable de 2012, représentant une diminution de 1,5 million de dollars ou 3,6 %. Aux États-Unis, les produits d'exploitation de la Société se sont élevés à 2,8 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2013 comparativement à 3,2 millions de dollars pour la période comparable de 2012, représentant une diminution de 0,4 million de dollars ou 13,1 %.

Situation de trésorerie et sources de financement

Activités opérationnelles

Des flux de trésorerie de 0,9 million de dollars ont été utilisés par les activités opérationnelles durant la période de trois mois close le 31 mars 2013 par rapport à des flux de trésorerie générés de 1,1 million de dollars durant la période comparable de 2012. La diminution des flux de trésorerie nets des activités opérationnelles est principalement due à la baisse de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement contrebalancée partiellement par la hausse des résultats avant les éléments hors trésorerie.

La hausse du fonds de roulement au 31 mars 2013, excluant la trésorerie, comparativement au 31 décembre 2012 provient principalement de la baisse des paiements en 2013 reliés aux programmes de rémunération incitative contrebalancée partiellement par une hausse des créances clients.

Activités d'investissements

Les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'investissement se sont élevés à 0,3 million de dollars durant la période de trois mois close le 31 mars 2013 comparativement à 0,4 million de dollars durant la période comparable de 2012, en raison de l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Activités de financement

Durant la période de trois mois close le 31 mars 2013, des flux de trésorerie de 1,6 million de dollars comparativement à 1,7 million de dollars dans la période comparable de 2012 ont été utilisés dans le cadre d'activités de financement pour le remboursement des facilités de crédit, de même que le paiement des dividendes.

Sommaire de la situation de trésorerie et des sources de financement

Notre capacité à générer des flux de trésorerie des activités opérationnelles, de même que notre capacité d'emprunt sous les facilités de crédit en place, devraient nous permettre d'obtenir des liquidités suffisantes pour combler nos besoins anticipés pour les projets existants et futurs.

La Société considère la vente de ses deux propriétés dans le cadre d'une cession-bail.

Arrangements hors bilan

Les engagements en vertu de contrats de location simple sont divulgués dans les états financiers consolidés vérifiés de la Société au 31 décembre 2012 et n'ont pas changé significativement depuis cette date.

Faits saillants de la situation financière

(en milliers de dollars, à l'exception du ratio)

	31 mars 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Fonds de roulement	12 935	10 215
Total de l'actif	127 123	129 565
Total des facilités de crédit garanties	48 662	49 356
Capitaux propres	46 332	37 907

La Société respectait toutes les clauses respectives de ses facilités de crédit au 31 mars 2013.

Supremex verse des dividendes trimestriels à ses actionnaires au gré du conseil d'administration. Le dividende déclaré et payé au cours du premier trimestre de 2013 a été de 868 826 \$ ou 0,03 \$ par action.

Structure du capital

Au 6 mai 2013, Supremex avait 28 960 867 actions ordinaires en circulation.

Contrôles de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Les contrôles et procédures de communication de l'information financière de la Société ont été conçus afin de s'assurer que toute information importante concernant Supremex, incluant les activités opérationnelles et de financement, est communiquée entièrement, de façon fiable et en temps opportun, et afin de fournir à Supremex l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière désigne un processus conçu par le chef de la direction, lequel agit également en qualité de chef de la direction financière, ou sous sa supervision, afin de fournir une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers pour fins externes selon les IFRS.

Les contrôles internes n'ont pas pour but de prévenir ou détecter toutes les inexactitudes découlant d'erreurs ou de fraudes.

Au 31 mars 2013, le chef de la direction de la Société, lequel agit également en qualité de chef de la direction financière, a produit une attestation établissant que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces et que, au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2013, Supremex n'a fait aucun changement ayant une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nouvelles normes comptables

Au cours du premier trimestre de 2013, la Société a adopté les nouvelles normes suivantes, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ou par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »).

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (l'« IFRS 13 »). L'IFRS 13 favorise la constance et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'application de cette méthode d'évaluation et les informations à fournir lorsque l'évaluation de la juste valeur est utilisée dans le référentiel IFRS.

IAS 1, Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a amendé l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (l'« IAS 1 »). Cet amendement de l'IAS 1 a comme objectif d'améliorer la présentation des éléments composant les autres éléments du résultat global.

IAS 19, Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a amendé l'IAS 19, *Avantages de personnel* (l'« IAS 19 »). Cet amendement de l'IAS 19 a pour but d'améliorer la comptabilisation et d'accroître les obligations d'information pour les régimes de retraite à prestations définies. L'adoption de ces amendements a été appliquée rétroactivement avec redressement des états financiers consolidés des périodes précédentes (voir note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois close le 31 mars 2013).

Plusieurs autres nouvelles normes et amendements entrent en vigueur pour la première fois en 2013. Par contre, elles n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés annuels ou les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Récentes prises de position comptables

IFRS 9, Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 »). L'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, établit les principes de présentation de l'information financière pour les actifs et les passifs financiers afin de présenter des informations utiles et pertinentes aux utilisateurs des états financiers aux fins de leur évaluation des montants, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs d'une entité.

Cette nouvelle norme sera en vigueur pour les états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts le 1^{er} janvier 2015.

La Société a entrepris d'évaluer les incidences de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

Événement récents

Le 6 mai 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,03 \$ par action ordinaire, payable le 14 juin 2013 aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 31 mai 2013.

La Société a reçu, le 25 mars 2013, de son principal actionnaire, Clarke Inc., une proposition non contraignante d'acquérir toutes les actions de Supremex dont il n'est pas déjà propriétaire au prix de 1,20 \$ au comptant par action. Clarke détient actuellement environ 45,2 % des actions de Supremex émises et en circulation. Le conseil d'administration de Supremex a créé un comité spécial formé d'administrateurs indépendants qu'il a chargé d'examiner les modalités de la proposition non contraignante de Clarke et de présenter une recommandation à cet égard au conseil d'administration.

Facteurs de risque

Les résultats opérationnels, les perspectives d'affaires et la situation financière de Supremex sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes, et subissent l'incidence d'un certain nombre de facteurs qui échappent au contrôle de la direction de Supremex. Ces risques sont décrits sous la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2012 datée du 22 mars 2013 (disponible sur www.sedar.com).

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables, notamment des énoncés concernant les prévisions du BAIIA, le rendement futur de Supremex et des énoncés semblables sur les résultats, les circonstances, le rendement ou les attentes futurs prévus. Un énoncé est prospectif lorsqu'il repose sur les connaissances et attentes actuelles de Supremex pour présenter une prévision quant à l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent contenir des expressions comme prévoir, présumer, croire, devoir, viser, avoir l'intention de, pouvoir, entendre et chercher à, éventuellement employées au futur ou au conditionnel. Ces énoncés sont fondés sur les hypothèses, attentes et estimations actuelles de la direction à propos de la croissance, des résultats opérationnels, du rendement, des perspectives et occasions futures de l'entreprise, de la conjoncture économique canadienne et de la capacité de l'entreprise d'attirer et de conserver des clients. L'information prospective est fondée sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction ainsi que sur l'information disponible pour Supremex à la date du présent rapport.

Les énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes et ne devraient pas être lus comme étant des garanties de résultats ou de rendements futurs, et les résultats réels pourraient différer de manière importante des conclusions, prévisions ou projections dans ces énoncés prospectifs. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent les suivants : les cycles économiques, les fonds disponibles, le déclin de la consommation d'enveloppes, l'augmentation de la concurrence, la fluctuation des taux de change, l'augmentation du coût des matières premières, les risques de crédit liés aux créances clients, l'augmentation du financement des régimes de retraite, les lacunes des services postaux, la fluctuation des taux d'intérêt et le risque potentiel de litige. Les hypothèses, attentes, estimations, risques et incertitudes sont abordés tout au long du rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2012, notamment, à la rubrique « Facteurs de risque ». Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Définition du BAIIA et des mesures non conformes aux IFRS

Le « BAIIA » désigne le résultat avant frais de financement, impôts sur le résultat, amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et (gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles. Supremex est d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités provenant de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

Le BAIIA ne constitue pas une mesure de rendement reconnue selon les IFRS et n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS. Par conséquent, le BAIIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avisés que le BAIIA ne doit pas être considéré comme une mesure de remplacement du résultat net établi selon les IFRS comme indicateur de la performance de la Société.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels relatifs de la Société se trouvent sur le site www.sedar.com.

États financiers consolidés intermédiaires résumés

Supremex Inc.

Non audité

Pour les périodes de trois mois closes le 31 mars 2013 et 2012

Tous les montants sont présentés en dollars canadiens

AVIS

Les auditeurs externes de la Société n'ont pas effectué un examen des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés selon les normes établis par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers par les auditeurs externe d'une entité.

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux		31 mars 2013	31 décembre 2012
[Non audité]	Notes	\$	\$
ACTIFS			
Actif courant			
Trésorerie		2 306 528	5 093 876
Créances clients		17 070 708	15 071 817
Impôts sur le résultat à recevoir		—	11 115
Stocks	4	13 423 035	13 017 305
Frais payés d'avance		934 896	605 258
Total de l'actif courant		33 735 167	33 799 371
Immobilisations corporelles		27 604 985	28 264 702
Actif d'impôt différé		—	176 426
Immobilisations incorporelles		18 894 154	20 435 129
Goodwill		46 889 125	46 889 125
Total de l'actif		127 123 431	129 564 753
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer		14 973 037	18 157 589
Provisions	5	435 174	426 311
Impôts sur le résultat à payer		391 546	—
Tranche courante des facilités de crédit garanties	6	5 000 000	5 000 000
Total du passif courant		20 799 757	23 583 900
Facilités de crédit garanties	6	43 662 458	44 355 599
Passif d'impôt différé		1 786 780	—
Obligation au titre des prestations de retraite constituées		12 696 500	21 852 000
Obligation au titre des avantages complémentaires de retraite		595 100	615 200
Passif financier dérivé	6	1 251 174	1 251 154
Capitaux propres			
Capital-actions		9 885 008	9 885 008
Surplus d'apport		280 108 017	280 108 017
Déficit		(243 586 775)	(252 002 146)
Écart de change		(74 588)	(83 979)
Total des capitaux propres		46 331 662	37 906 900
Total du passif et des capitaux propres		127 123 431	129 564 753

Évènement postérieur (note 10)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil d'administration :

Par : (Signé) Michael Rapps
Administrateur

Par : (Signé) Gilles Cyr
Administrateur

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Pour les périodes de trois mois closes le 31 mars [Non audité]		2013	2012
	Notes	\$	Redressé (note 2) \$
Produits d'exploitation		33 665 729	35 603 741
Charges opérationnelles	4	20 354 729	24 688 513
Frais de vente et d'administration		3 472 878	4 612 688
Résultat opérationnel avant amortissement, (gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles et frais de restructuration		9 838 122	6 302 540
Amortissement des immobilisations corporelles		985 819	845 326
Amortissement des immobilisations incorporelles		1 540 975	1 540 975
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles		(8 910)	9 469
Frais de restructuration	5	72 717	—
Résultat opérationnel		7 247 521	3 906 770
Frais de financement	6	824 405	463 016
Résultat avant impôts sur le résultat		6 423 116	3 443 754
Impôts sur le résultat		1 668 522	959 621
Résultat net		4 754 594	2 484 133
Résultat net de base et dilué par action		0,1642	0,0848
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		28 960 867	29 297 767

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars [Non audité]	2013	2012
	\$	Redressé (note 2) \$
Résultat net	4 754 594	2 484 133
Autres éléments du résultat global		
<i>Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>		
Écarts de change comptabilisés	9 391	(7 784)
Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	9 391	(7 784)
<i>Items qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>		
Gains actuariels constatés sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées, déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 1 581 465 \$ (2012 – 9 667 \$)	4 526 935	27 933
Gains (pertes) actuariel(le)s constaté(e)s sur l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite, déduction faite d'une charge d'impôts sur le résultat de 932 \$ (2012 – recouvrement de 2 545 \$)	2 668	(7 355)
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	4 529 603	20 578
Autres éléments du résultat global	4 538 994	12 794
Total du résultat global	9 293 588	2 496 927

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Supremex Inc.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour les périodes de trois mois closes le 31 mars

[Non audité]

	Capital-actions \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Écart de change \$	Total des capitaux propres \$
Au 31 décembre 2012	9 885 008	280 108 017	(252 002 146)	(83 979)	37 906 900
Résultat net	—	—	4 754 594	—	4 754 594
Autres éléments du résultat global	—	—	4 529 603	9 391	4 538 994
Total du résultat global	—	—	9 284 197	9 391	9 293 588
Dividendes déclarés (note 7)	—	—	(868 826)	—	(868 826)
Au 31 mars 2013	9 885 008	280 108 017	(243 586 775)	(74 588)	46 331 662
Au 31 décembre 2011					
Redressé (note 2)	10 000 000	280 423 746	(225 680 313)	(76 161)	64 667 272
Résultat net	—	—	2 484 133	—	2 484 133
Autres éléments du résultat global	—	—	20 578	(7 784)	12 794
Total du résultat global	—	—	2 504 711		2 496 927
Dividendes déclarés (note 7)	—	—	(878 933)	—	(878 933)
Au 31 mars 2012	10 000 000	280 423 746	(224 054 535)	(83 945)	66 285 266

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Supremex Inc.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars [Non audité]		2013	2012
	Notes	\$	Redressé (note 2) \$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net		4 754 594	2 484 133
Ajustements sans effet sur la trésorerie pour rapprocher le résultat net et le montant net des flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles		985 819	845 326
Amortissement des immobilisations incorporelles		1 540 975	1 540 975
Amortissement des frais de financement reportés	6	56 859	56 173
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles		(8 910)	9 469
Perte (gain) à l'évaluation d'instruments financiers dérivés	6	20	(453 628)
Charge (recouvrement) d'impôt différé		380 809	(134 237)
Variation du fonds de roulement			
Variation des créances clients		(1 998 891)	1 133 117
Variation des stocks		(405 730)	(30 316)
Variation des frais payés d'avance		(329 638)	(395 069)
Variation des dettes fournisseurs et charges à payer		(3 184 552)	(4 345 524)
Variation des provisions		8 863	(199 229)
Variation des impôts sur le résultat à recevoir et à payer		402 661	819 658
Variation de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées		(3 047 100)	(268 700)
Variation de l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite		(16 500)	(11 700)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles, montant net		(860 721)	1 050 448
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(306 789)	(374 084)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		8 910	10 000
Flux de trésorerie d'investissement, montant net		(297 879)	(364 084)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement de la facilité de crédit à terme		(1 250 000)	(1 250 000)
Dividendes payés	7	(868 826)	(878 933)
Hausse de la facilité de crédit renouvelable		500 000	500 000
Frais de financement engagés		—	(23 951)
Flux de trésorerie de financement, montant net		(1 618 826)	(1 652 884)
Variation nette de la trésorerie		(2 777 426)	(966 520)
Variation nette liée à la conversion de devises		(9 922)	12 516
Trésorerie au début de la période		5 093 876	2 606 332
Trésorerie à la fin de la période		2 306 528	1 652 328
Informations additionnelles ⁽¹⁾			
Intérêts payés		594 509	635 983
Intérêts reçus		7 594	1 692
Impôts sur le résultat payés		884 984	274 264

⁽¹⁾ Les montants payés ou reçus à titre d'intérêts et d'impôts sur le résultat ont été présentés comme flux de trésorerie des activités opérationnelles dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

1. INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ ET MODE DE PRÉSENTATION

Supremex Inc. (la « Société » ou « Supremex ») a été constituée en société par actions le 31 mars 2006 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Les actions ordinaires (« action ordinaire ») de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (le « TSX »), sous le symbole SXP. Le siège social est situé au 7213 rue Cordner à LaSalle au Québec.

Les activités de Supremex suivent une tendance saisonnière avec des produits d'exploitation plus élevés durant la période d'août à février surtout en raison du nombre accru d'envois postaux et de publicités liés à des événements comme la rentrée scolaire, les campagnes de financement, la saison des Fêtes et la période des impôts. Par conséquent, il est possible que les produits d'exploitation et le rendement financier de Supremex pour la période de trois mois close le 31 mars 2013 ne reflètent pas les produits d'exploitation et le rendement financier auxquels on pourrait s'attendre pour une année complète.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 6 mai 2013 et n'ont pas fait l'objet ni d'un audit ni d'une mission d'examen par les auditeurs de la Société. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Ils ont été préparés par la direction conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Par conséquent, les présents états financiers intermédiaires ne comportent pas toutes les informations et les notes requises aux fins des états financiers annuels audités. Les conventions comptables utilisées sont les mêmes que celles employées aux fins des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), à l'exception des nouvelles normes comptables en vigueur au 1^{er} janvier 2013 (note 2). Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes y afférentes devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

2. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Adoptées en 2013

Au cours du premier trimestre de 2013, la Société a adopté les nouvelles normes suivantes, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ou par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »).

La Société a appliqué certaines normes et amendements ayant nécessité le redressement des états financiers de périodes précédentes.

- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*
L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (l'« IFRS 13 »), favorise la constance et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'application de cette méthode d'évaluation et les informations à fournir lorsque l'évaluation de la juste valeur est utilisée dans le référentiel IFRS. L'adoption de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidences importantes sur les évaluations de la juste valeur effectuée par la Société.

31 mars 2013 et 2012

[Non audité]

2. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES – (suite)

- IAS 1, *Présentation des états financiers*
L'amendement de l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (l'« IAS 1 ») a introduit une présentation des éléments composant les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net (i.e., écarts de change comptabilisés) doivent maintenant être présentés séparément des éléments qui ne seront jamais reclassés (i.e., gains actuariels constatés sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et les gains (pertes) actuariel(le)s constaté(e)s sur l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite). L'adoption de cet amendement a changé la présentation mais n'a eu aucune incidence sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

- IAS 19, *Avantages du personnel*
L'IAS 19, *Avantages de personnel* (l'« IAS 19 »), comprend plusieurs amendements relativement à la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies. Ces amendements incluent :
 - les gains et pertes actuariel(le)s doivent être comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont exclu(e)s de façon permanente des états consolidés des résultats;
 - les rendements attendus sur les actifs des régimes ne sont plus comptabilisés aux états consolidés des résultats. Au lieu de cela, il y a une obligation de reconnaître les intérêts sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies;
 - l'intérêt sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est maintenant comptabilisé à titre de frais de financement dans les états consolidés des résultats, déterminé à l'aide du taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées;
 - la partie non acquise du coût des services passés est maintenant comptabilisée dans les états consolidés des résultats dès le moment de l'amendement ou lorsque les frais de restructuration ou de terminaison liés sont comptabilisés;
 - les autres amendements incluent de nouvelles divulgations, tel que des divulgations de sensibilité quantitatives.

Les amendements à l'IAS 19 ont été appliqués de façon rétroactive à partir du 1^{er} janvier 2012. Pour la Société, les rendements attendus sur les actifs ne sont plus comptabilisés dans les états consolidés des résultats. Plutôt, l'intérêt sur l'obligation nette au titre des prestations constituées est comptabilisé à titre de frais de financement dans l'état des résultats, déterminé à l'aide du taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées.

De plus, la partie non acquise du coût des services passés ne peut plus être différée et amortie sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits soient acquis. Plutôt, la partie acquise du coût des services passés sont comptabilisés dès la date de l'amendement ou que les frais de restructuration ou de terminaison sont reconnus. Jusqu'en 2012, la partie non acquise du coût des services passés était reconnue à titre de charge selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits soient acquis. Depuis la transition à l'IAS 19, le coût des services passés est comptabilisé si les avantages ont été acquis immédiatement suite à l'introduction ou aux changements effectués à un régime de retraite.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 mars 2013 et 2012

[Non audité]

2. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES – (suite)

La transition n'a pas eu d'impact sur l'obligation au titre des prestations constituées ou sur l'état consolidé de la situation financière. Les incidences de la transition sont les suivantes :

Incidence sur l'état consolidé des résultats	Période de trois mois close le 31 mars 2012
	\$
Augmentation des charges opérationnelles	82 650
Augmentation des frais de vente et d'administration	27 550
Augmentation des frais de financement	201 400
Diminution des impôts sur les résultats	(80 112)
Incidence sur le résultat net	(231 488)
Incidence sur le résultat net de base et dilué par action	(0,0079)

Incidence sur l'état consolidé du résultat global	Période de trois mois close le 31 mars 2012
	\$
Diminution de la perte actuarielle constatée sur l'obligation au titre des prestations de retraite constituées	231,488
Incidence sur les autres éléments du résultat global	231 488

Plusieurs autres nouvelles normes et amendements entrent en vigueur pour la première fois en 2013. Par contre, elles n'ont aucune incidence sur les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

3. NOUVELLE PRISE DE POSITION COMPTABLE

De nouvelles normes, interprétations, modifications et améliorations des normes actuelles ont été publiées par l'IASB ou par l'FRIC dont l'application est obligatoire pour les périodes de présentation de l'information financière ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. La norme applicable à la Société qui est touchée est la suivante :

- **IFRS 9, Instruments financiers**
En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 »). L'IFRS 9, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, dicte les règles de publication de l'information financière au titre des actifs financiers et passifs financiers qui entraîneront la présentation d'informations pertinentes et utiles pour les lecteurs des états financiers aux fins de leur évaluation des montants, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs d'une entité.

Cette nouvelle norme sera en vigueur pour les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de la Société des périodes ouvertes à comptes du 1^{er} janvier 2015.

La Société a entrepris d'évaluer l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 mars 2013 et 2012

[Non audité]

4. STOCKS

	31 mars 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Matières premières	2 917 337	2 897 252
Produits en cours	216 925	99 941
Produits finis	10 288 773	10 020 112
	13 423 035	13 017 305

Le coût des stocks passé en charges et inclus dans le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles alloué aux stocks, au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2013 est de 21 233 064 \$ (2012 – 25 482 871\$).

5. PROVISIONS

Dans le cadre de l'acquisition de NPG Enveloppe (« NPG ») en 2007, d'Enveloppe Montréal Inc. (« Montréal ») en 2008 et de Pioneer Enveloppe Ltd. (« Pioneer ») en 2010, la Société a adopté un plan afin d'intégrer et de restructurer chacune des entreprises acquises. À ce titre, la Société a enregistré une provision relativement aux indemnités de départ et frais de réaffectation et de retrait pour certains employés et certaines installations des entreprises acquises. Au 31 mars 2013, le solde de la provision pour frais de restructuration était de 0,4 million de dollars (0,4 million de dollars au 31 décembre 2012). Ce montant est lié à des indemnités de départ différées pour des employés en invalidité longue durée et est payable à vue.

La Société a engagé des frais de restructuration additionnels au cours du premier trimestre de 2013 sous diverses formes dans le cadre de la restructuration des activités de la région Ouest et qui ont été payés en majeure partie avant la fin du trimestre.

Le tableau suivant présente un sommaire des montants comptabilisés et payés relativement aux frais de restructuration :

	31 mars 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Solde, au début de l'exercice	426 311	656 567
Frais de restructuration passés en charges	72 717	—
Paiements au comptant	(63 854)	(230 256)
Solde, à la fin de l'exercice	435 174	426 311

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 mars 2013 et 2012

[Non audité]

6. FACILITÉS DE CRÉDIT GARANTIES

Les montants dus en vertu des facilités de crédit renouvelable et d'emprunt à terme sont les suivants :

	31 mars 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable	5 500 000	5 000 000
Facilité d'emprunt à terme	43 750 000	45 000 000
Moins : Frais de financement reportés, montant net	(587 542)	(644 401)
	48 662 458	49 355 599
Tranche courante	(5 000 000)	(5 000 000)
Tranche non courante des facilités de crédit garanties	43 662 458	44 355 599

En vertu des modalités des facilités de crédit garanties, la Société est dans l'obligation, entre autres, de respecter certaines clauses restrictives. Au 31 mars 2013, la Société respectait toutes ces clauses restrictives. Les facilités de crédit sont garanties par une hypothèque et une sureté réelle visant la totalité des actifs existants et futurs de la Société et de ses filiales.

Tel que permis dans la convention de crédit, la Société a demandé, le 21 février 2013, l'annulation de la facilité de crédit pour acquisitions et dépenses d'immobilisations de 25 millions de dollars en date du 22 février 2013. Aucun montant n'était prélevé sur cette facilité de crédit à cette date.

Les remboursements minimums requis en vertu des facilités de crédit garanties sont comme suit :

	\$
2013	3 750 000
2014	5 000 000
2015	40 500 000

Au 31 mars 2013, le taux d'intérêt effectif sur les facilités de crédit renouvelable et d'emprunt à terme était de 3,53 % (3,54 % au 31 décembre 2012). Le 14 janvier 2011, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt d'un montant de 30 millions de dollars pour payer un taux fixe de 2,84 % jusqu'au 14 janvier 2016, excluant la marge applicable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 mars 2013 et 2012

[Non audité]

6. FACILITÉS DE CRÉDIT GARANTIES – (suite)

Les frais de financement sont comme suit :

	Périodes de trois mois closes le 31 mars	
	2013 \$	2012 \$
Intérêts sur les facilités de crédit garanties	589 195	654 983
Intérêt sur l'obligation au titre des prestations de retraites constituées (note 2)	181 500	201 400
Autres intérêts	(3 169)	4 088
Amortissement des frais de financement reportés	56 859	56 173
Perte (gain) à l'évaluation de l'instrument financier dérivé (swap de taux d'intérêt)	20	(453 628)
	824 405	463 016

7. DIVIDENDESLes dividendes déclarés du 1^{er} janvier 2013 au 31 mars 2013 sont comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par action \$	Dividende \$
20 février 2013	4 mars 2013	15 mars 2013	0,03	868 826
Total				868 826

Les dividendes déclarés du 1^{er} janvier 2012 au 31 mars 2012 sont comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par action \$	Dividende \$
15 février 2012	29 février 2012	15 mars 2012	0,03	878 933
Total				878 933

8. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX DES EMPLOYÉS

La charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées de la Société représente un revenu de 2 505 100 \$ pour la période de trois mois close le 31 mars 2013, déduction faite de frais de financement de 181 500 \$ (2012 – coût de 1 226 700 \$ incluant des frais de financement de 201 400 \$).

9. INFORMATIONS SECTORIELLES

La Société exerce ses activités dans un seul secteur d'activité, soit la fabrication et la vente d'enveloppes. Au 31 mars 2013, les actifs non courants de la Société totalisaient 92 562 315 \$ au Canada et 825 949 \$ aux États-Unis (au 31 décembre 2012 – 94 919 075 \$ et 846 307 \$, respectivement). Les produits d'exploitation de la Société se sont élevés à 30 909 464 \$ au Canada et 2 756 265 \$ aux États-Unis pour la période de trois mois close le 31 mars 2013, selon l'emplacement des clients (2012 – 32 433 618 \$ au Canada et 3 170 123 \$ aux États-Unis, respectivement).

Supremex Inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 mars 2013 et 2012

[Non audité]

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR

Le 6 mai 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,03 \$ par action ordinaire, payable le 14 juin 2013 aux porteurs inscrits à la fermeture des bureaux le 31 mai 2013.